

L'OPINION PUBLIQUE EN ALLEMAGNE

(Suite de la page 1)

disposés, qui visitent l'Allemagne. La première de ces manifestations est la diffusion donnée à un film intitulé 'Fredericus Rex' où est exaltée la monarchie et où on conduit en corps des unités de la Reichswehr. La deuxième—celle qui nous intéresse plus particulièrement—est constituée par les Expositions du traité de paix. 'Ce n'est pas autre chose, dit von Gerlach, qu'une manœuvre tendancieuse. Les textes qu'on y reproduit sont le plus souvent exacts, les chiffres également. Mais on y laisse de côté volontairement tout ce qui permettrait de se faire un jugement d'ensemble. Par exemple, on indique le tonnage que nous devons livrer, mais non celui que nous avons saisi. On voit le nombre de têtes à bétail que nous devons fournir, mais on ne parle pas du bétail réquisitionné par nos troupes pendant la guerre.'

Voilà bien la propagande allemande avec son habitude invétérée de fausser, ou, tout au moins, de tronquer la vérité. Et c'est ce qu'on enseigne à la jeunesse allemande! Von Gerlach parle d'une conférence à laquelle il a assisté, qui fut tenue dans une de ces Expositions de paix: 'Je m'attendais à tout ce qui a été dit: aux imprécations contre la Révolution, contre Erzberger, contre l'Entente, contre la Société des Nations, mais pas à cette phrase répétée plusieurs fois: 'Il faut que la vérité, qui est la vérité allemande, triomphe.' Von Gerlach déclare lui-même: 'J'ignore d'où vient l'argent de cette propagande, mais il faut qu'il y en ait beaucoup, quand on pense à la multitude des conférences ainsi faites et à la multitude de brochures distribuées gratuitement.'

Trop rares sont les esprits indépendants en Allemagne qui osent voir le danger que constitue pour leur pays et pour la paix du monde cette propagande insensée. Elle a réussi à infester le très grande masse de la nation. Les individus ne pensent plus par eux-mêmes. Ils adoptent servilement l'opinion qu'on leur impose.

La propagande allemande veut, à toute force, prouver que le gouvernement impérial n'est pas responsable de la déclaration de guerre en 1914. Elle espère ainsi réduire à néant l'article 231 du traité de paix: 'Les gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses Alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et par leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses Alliés.' Le jour où l'Allemagne ne serait plus reconnue responsable, toutes les réparations ne se justifieraient plus, et le Reich serait débarrassé de ses obligations financières!

Pour parvenir à ce but, la propagande allemande emploie tous les moyens. D'abord, automatiquement, elle discrédite tout ce qui paraît en France sur ce sujet. Ainsi, l'ouvrage de Bourgeois et de Pages est violemment pris à partie dans la presse allemande. La Deutsche Allgemeine Zeitung l'appelle: 'Une falsification historique française.' 'C'est un ouvrage de propagande, dit-elle, composé sans aucun soin scientifique; il ne respire que la haine.' Pour démentir les faits qui y sont indiqués et qui ne sont tirés que de documents officiels, elle se base sur un compte rendu plus que douteux de l'attaché militaire allemand à Bruxelles avant 1914! D'après ce renseignement, le roi des Belges aurait dit 'qu'en cas de guerre les Français feraient un coup de main sur Namur et que c'était là ce qu'il redoutait le plus.' Nous ne pouvons qu'admirer la rigueur scientifique de cette réfutation.

Dans le but de prouver que les Alliés sont responsables de la déclaration de guerre, la propagande allemande triture les documents italiens; elle recommence à parler de la mobilisation russe, qui aurait tout déclenché. Elle passe, au contraire, soigneusement sous silence des documents accablants que le procès Fechenbach vient de révéler à Munich. Ils sont trop connus en France. Nous devrions leur donner une plus large publicité.

Fechenbach, l'ancien secrétaire d'Emser, le dictateur socialiste de la Bavière, a voulu défendre son ancien patron l'ambassadeur falsifié les documents qu'il a publiés sur l'origine de la guerre et qui sont accablants pour l'Allemagne. Durant le procès, Fechenbach a donné lecture d'une lettre inédite du comte Lerchenfeld, le président du Conseil bavarois actuel, alors chargé d'affaires de Bavière à Berlin, au président du Conseil bavarois de cette époque. Cette lettre

est du 9 décembre 1914: 'Votre Excellence aurait dit au représentant français à Munich qu'elle connaissait l'ultimatum autrichien... Le ministre des Affaires étrangères du Reich a toujours affirmé qu'il ne l'avait pas connu. C'est très important. J'ai dit au comte Wedel que Votre Excellence n'avait certainement pas connu l'ultimatum. Si la conversation avec M. Alliez a eu lieu, ce que j'ignorais. Votre Excellence a pu seulement lui dire que, dans l'état des choses, l'Autriche exigerait de la Serbie des garanties sérieuses et, qu'ainsi, la situation était sérieuse... Je sais par documents que Votre Excellence avait connu, par le rapport du 18 juillet du chargé d'affaires d'alors, M. de Schön, l'essentiel du document de l'ultimatum autrichien. Mais Schön a indiqué dans son rapport que l'Allemagne affirmerait avoir été surprise ainsi que toutes les autres puissances.'

Que de précautions oratoires pour dicter au président du Conseil le démenti qu'il doit donner, sur la demande du Reich, à l'affirmation de notre ministre à Munich. Cependant, cette conversation a eu lieu. Le président du Conseil bavarois devait être bien renseigné puisque son ministre à Vienne lui écrivait le 14 juillet: 'Le comte Berchtold va poser au gouvernement serbe des conditions inacceptables, afin qu'on soit obligé d'employer la force.' Gageons que la propagande allemande ne fera pas une large publicité à ces documents.

Elle arrive ainsi à induire complètement en erreur l'opinion publique intérieure. Celle-ci malgré ces preuves, qui sont irréfutables, ne croit plus à la seule culpabilité du gouvernement impérial dans la déclaration de guerre en 1914. 'L'Entente, dit-elle, est, au moins, aussi responsable.' De ce fait, elle ne se croit plus tenue de s'acquitter de toutes les réparations auxquelles elle a été astreinte. C'est là un point important, auquel nous n'accordons pas toute l'importance qu'il mérite. Mais si théoriquement l'Allemagne admet encore quelle doit participer à la reconstruction de nos régions dévastées, pratiquement, elle essaye de s'y soustraire.

Si cette reconstruction ne s'est pas effectuée plus rapidement, nous ne devons, d'après elle, ne nous en prendre qu'à nous. Ce sont nos lenteurs administratives, c'est l'apreté au gain de nos entrepreneurs qui sont la cause de tous les retards. A moment, le Reich a cherché à intervenir directement; il a proposé de se charger de la reconstruction du secteur Chaulnes-Péronne. Nos entrepreneurs, ont fait échouer ce projet. Que peut l'Allemagne contre cette mauvaise volonté?

Elle fait l'impossible cependant, ajoute-t-elle. Sa situation financière est désastreuse! Et tous les Allemands gémissent à l'unisson sur leurs malheurs. Ils n'aiment pas qu'on parle de leur prospérité financière.

Dans un article paru dans le Temps au début de cette année nous avions déclaré que, dans les derniers mois de 1921, leurs exportations dépassaient leurs importations. Depuis, dans leur annuaire statistique les chiffres correspondants ont disparu. Que l'industrie allemande multiplie ses usines, que la flotte allemande se reconstruise avec une rapidité qui surprend les Allemands eux-mêmes, que les moyens de communication soient améliorés dans toute l'étendue du Reich, qu'on en construise de nouveaux afin de faciliter les échanges, que les grandes villes bâtissent des quartiers neufs pour loger leur population ouvrière, que les capitaux allemands s'emploient à l'étranger, cela n'a pas d'importance. L'Allemagne doit paraître ruinée aux yeux de l'étranger et chaque bon Allemand répète inlassablement sa leçon: 'Nous sommes ruinés, nous sommes ruinés.' N'empêche qu'on trouve immédiatement en Allemagne des millions de marks, de livres ou de dollars, dès qu'il s'agit d'une nouvelle affaire à entreprendre.

L'Allemagne proteste contre toutes les mesures de surveillance qui lui sont imposées. Elle réclame notamment le départ des Commissions de contrôle. Son argumentation est admirable. Ecoutez-la: 'La Commission des effectifs, dit la Vossische Zeitung, est devenue superflue car la force de la Reichswehr est fixée par la loi, et ce nombre n'est pas atteint. Inutiles aussi les Commissions de fortification et de l'aéronautique.' Nous ne sommes pas de l'avis de la Vossische Zeitung, et les faits de tous les jours montrent qu'il n'est pas possible de se fier à la parole des Allemands en cette matière.

Ils ne pensent qu'à la revanche. Ils s'y préparent, en s'efforçant d'entretenir leurs anciens soldats dans la pratique du métier militaire et en instruisant la jeunesse. Le traité de Versailles leur impose une armée de carrière. Ils tournent les clauses du traité en développant, à outrance, leurs sociétés de gymnastique, leurs associations de boy scouts, en multipliant leurs sociétés secrètes, leurs sociétés d'auto-protection, qui les premières enseignent les rudiments du métier militaire et les secondes préparent la mobilisation.

La haine de la France est, de plus en plus, générale en Allemagne. On nous reproche notre militarisme, les 200,000 Noirs que nous destinons à

renforcer nos troupes de première ligne. On nous reproche notre insouciance à vouloir exploiter l'Allemagne. D'après la Deutsche Allgemeine Zeitung, 'la France veut vivre à l'aise de l'intérêt rapporté par son dur travail de guerre, en réduisant l'Allemagne à l'esclavage.'

On nous reproche de vouloir faire de la Rhénanie, 'terre allemande par excellence', un exone française ou, tout au moins, une zone neutre: 'En France, dit la Deutsche Rundschau, on ne parle que de culture et on étouffe de convoitise brutale, d'appétit territorial. On rêve du 'génie du Rhin' et on pense à des têtes de pont. On parle de civilisation et on menace de sanctions.' Toutes les mesures que nous prenons en Rhénanie sont considérées par les Allemands comme arbitraires, vexatoires, alors que leurs sociétés secrètes y pullulent et y travaillent à propager l'idée que cette zone ne peut se développer et ne peut vivre que si elle fait retour promptement au Reich.

En Rhénanie, on nous reproche les abus de l'occupation, et là le thème est facile. Les journaux parlent des soldes et des traitements excessifs des armées d'occupation, 'de l'armée américaine principalement, dont la richesse exerce sur la partie de la population féminine de la zone de Coblenz, la moins ferme en ses principes, les plus néfastes effets.' Ils répètent que les cantines anglaises de Cologne ont fait jusqu'en janvier 1921 plus de 7 millions de livres de bénéfices. Ils se lamentent sur l'influence des soldats étrangers, sur celle de leurs familles, pour lesquelles il faut des logements. 'Les terrains de sport pullulent, on met la main sur les chasses, sur les pêches. De partout, on crée des foyers du soldat, des cinémas pour les troupes. L.Y. M. C. A. américaine est particulièrement envahissante.' De temps en temps, enfin, on reparle des excès de nos troupes. Depuis le départ des Noirs, ce sont les troupes algériennes qui sont les plus attaquées.

Dans la Sarre on nous reproche nos tentatives d'annexion. Nous y aurions modifié la législation à notre fantaisie, sans en avoir le droit; nous y aurions créé une sorte de nationalité sarroise; nous y aurions pratiqué une politique d'expulsion; nous interdissions l'accès du territoire aux délégués des syndicats de mineurs et de cheminots allemands; nous y avons substitué le franc au mark comme monnaie du pays.

Il n'est pas de jour où la presse allemande ne découvre un nouveau grief contre nous soit en Rhénanie, soit dans la Sarre. Cela attise la haine contre nous en Allemagne et rend impossible tout rapprochement franco-allemand.

L'Allemagne, malgré sa défaite, n'a pas renoncé à ses rêves d'expansion. Elle veut s'agrandir du côté de l'Est. Elle porte son effort du côté des Etats Baltes. Elle les a occupés pendant plus de 2 ans, de 1917 à 1919; elle, en a compris l'importance. Leur territoire constitue le chemin le plus direct vers le cœur de cette Russie qu'elle compte coloniser. Elle adopte leur point de vue. Aussi, n'y a-t-il pas en Europe de peuple plus facile à guider, à émouvoir, à exciter. Un hobereau prussien nous disait très justement il y a un an: 'Vous autres, Français, vous avez dans votre pays des éléments d'opposition que vous ne pourriez plus réduire facilement. Chez nous, ces éléments n'existent pas pratiquement. Nous pouvons en faire ce que nous voulons. Une bonne campagne de presse, et, deux mois après, ils adopteront avec enthousiasme ce à quoi ils se refusaient avant.'

Cette mentalité constitue, à notre avis, un gros danger pour la paix de l'Europe. Il ne faut pas compter sur l'opinion publique allemande pour faire frein aux projets d'un gouvernement ambitieux. Il est trop facile de l'emballer. Souvenons-nous de ce qui s'est passé en 1914, de toutes les promesses de ses socialistes quelques jours auparavant de tout faire pour empêcher la guerre.

Nous aurions intérêt à éclairer cette opinion publique, à lui faire connaître la vérité, à l'éduquer. Nous pourrions peut-être ainsi prévenir bien des conflits. Mais cela demande un long travail de patience, des efforts tenaces, un plan d'ensemble. C'est un but que devrait se proposer notre propagande, mais qu'elle n'a jamais rempli jusqu'à maintenant. Lieutenant-Colonel Reboul.

UNE FETE CHEZ LE BON DIEU Tourquenoff, le célèbre écrivain russe, a donné sous ce titre la jolie petite nouvelle que voici: Un jour le bon Dieu voulut donner une fête dans son palais d'azur. Toutes les vertus furent invitées, les vertus seules. Il en vint beaucoup: de grandes et de petites. Les petites vertus étaient plus agréables et plus aimables que les grandes, mais toutes semblaient très contentes et conversaient gaiement entre elles comme il convient aux personnes saines et même parentes. Mais voilà que le bon Dieu remarqua deux belles dames qui semblaient ne pas se connaître. Le maître de la maison prit une de ces dames par la main et la mena vers l'autre: 'La Bienfaisance,' dit-il en désignant la première. 'La Reconnaissance,' ajouta l'autre. Les deux vertus furent indubitablement étonnées. Depuis que le monde est monde, et il y a longtemps de cela, elles se rencontraient pour la première fois.

UNE GRANDE PHILANTHROPE



MME JOHN DIBERT qui fit un don, il y a six ans, de la somme de \$30,000 pour la construction d'un hôpital pour les tuberculeux vient de déclarer qu'elle est à bout de patience et que si l'argent donné par elle n'est pas employé prochainement, elle le retirera et le donnera pour une autre cause.

partielles des Etats prouvent la transformation de ses sentiments. Toutes, en effet, accusent une augmentation constante du nombre des partisans de la restauration de la monarchie. Sans doute, Berlin vient de manifester en faveur de la République, lors de l'assassinat de Rathenau, mais, ces manifestations furent plutôt tièdes et le gouvernement de Wirth n'osa pas prendre des mesures pratiques sérieuses pour enrayer la propagande réactionnaire.

L'assassinat de Rathenau a fait grand tort aux monarchistes; mais ce mauvais effet ne sera que de courte durée. L'évolution vers la droite va continuer en Allemagne. En Bavière, en particulier, il ne tient qu'aux Wittelsbach de remonter sur le trône. La majeure partie du pays se déclarerait pour eux. Seule la région de Nuremberg pourrait offrir une résistance quelconque mais elle ne pourrait pas être de longue durée avec une Reichswehr et une Schupo entièrement dévouées à la cause monarchiste.

On ne peut pas dire qu'il y ait une opinion publique en Allemagne, au sens propre du mot. La masse du peuple ne cherche jamais à s'y faire une opinion personnelle; elle n'essaye pas de juger par elle-même, de discuter, de raisonner, de voir la vérité. Elle s'en remet aveuglément à ceux qui ont charge de la conduire. Elle adopte leur point de vue. Aussi, n'y a-t-il pas en Europe de peuple plus facile à guider, à émouvoir, à exciter. Un hobereau prussien nous disait très justement il y a un an: 'Vous autres, Français, vous avez dans votre pays des éléments d'opposition que vous ne pourriez plus réduire facilement. Chez nous, ces éléments n'existent pas pratiquement. Nous pouvons en faire ce que nous voulons. Une bonne campagne de presse, et, deux mois après, ils adopteront avec enthousiasme ce à quoi ils se refusaient avant.'

Cette mentalité constitue, à notre avis, un gros danger pour la paix de l'Europe. Il ne faut pas compter sur l'opinion publique allemande pour faire frein aux projets d'un gouvernement ambitieux. Il est trop facile de l'emballer. Souvenons-nous de ce qui s'est passé en 1914, de toutes les promesses de ses socialistes quelques jours auparavant de tout faire pour empêcher la guerre.

Nous aurions intérêt à éclairer cette opinion publique, à lui faire connaître la vérité, à l'éduquer. Nous pourrions peut-être ainsi prévenir bien des conflits. Mais cela demande un long travail de patience, des efforts tenaces, un plan d'ensemble. C'est un but que devrait se proposer notre propagande, mais qu'elle n'a jamais rempli jusqu'à maintenant. Lieutenant-Colonel Reboul.

UNE FETE CHEZ LE BON DIEU Tourquenoff, le célèbre écrivain russe, a donné sous ce titre la jolie petite nouvelle que voici: Un jour le bon Dieu voulut donner une fête dans son palais d'azur. Toutes les vertus furent invitées, les vertus seules. Il en vint beaucoup: de grandes et de petites. Les petites vertus étaient plus agréables et plus aimables que les grandes, mais toutes semblaient très contentes et conversaient gaiement entre elles comme il convient aux personnes saines et même parentes. Mais voilà que le bon Dieu remarqua deux belles dames qui semblaient ne pas se connaître. Le maître de la maison prit une de ces dames par la main et la mena vers l'autre: 'La Bienfaisance,' dit-il en désignant la première. 'La Reconnaissance,' ajouta l'autre. Les deux vertus furent indubitablement étonnées. Depuis que le monde est monde, et il y a longtemps de cela, elles se rencontraient pour la première fois.

LA CHEMISE ROUGE

M. Naudet, commissaire de police de Châteaubrun-sur-Indre, était en train de s'apercevoir, dans son bureau de la mairie, à un petit tiraillement d'estomac, que l'heure du déjeuner était proche. Il tira sa montre qu'il portait à l'ancienne mode, dans son gousset, et attachée à une chaîne solide.

—Midi moins le quart! Il était temps de partir. Mme Naudet n'aimait pas que son mari fit attendre les plats qu'elle faisait mijoter elle-même. Précisément, ce jour-là, M. Naudet se réjouissait d'avance d'un beau morceau de petit-salé accommodé avec des choux nouveaux, qui devait paraître sur la table à midi juste.

Le commissaire se levait donc pour atteindre son chapeau et s'en aller, quand on frappa à la porte qu'on entrouvrit. Son secrétaire, Minorin, passa sa tête mal peignée: —C'est Mme Cétambre, dit-il.

—Mme Cétambre, de l'hôtel d'Angleterre? La tête de Minorin fit un signe affirmatif.

M. Naudet était gourmand, mais galant. Mme Cétambre était une veuve encore aimable. —Faites entrer, dit-il. Et il se rasait, résigné.

Mme Cétambre entra, dans un état de trouble visible. Bien que soignée d'ordinaire de sa tenue, elle n'avait pas pris le temps de mettre un chapeau. Elle était accompagnée d'une de ses servantes, Virginie, laquelle, aussi troublée que sa maîtresse, portait un petit paquet ficelé à la hâte dans un numéro de la Dépêche du Centre.

—Asseyez-vous, madame Cétambre, dit M. Naudet. Qu'y a-t-il pour votre service?

—Ah! monsieur le commissaire, s'écria la propriétaire de l'hôtel d'Angleterre, il y a que Virginie a trouvé dans la valise d'un voyageur arrivé ce matin...

Ici, Mme Cétambre s'arrêta, la voix brisée par l'émotion. —Eh bien! qu'avez-vous trouvé, Virginie? interrogea M. Naudet.

La servante s'approcha de la table du commissaire, posa dessus son petit paquet, en disant, d'un air de résolution farouche: —Ça, donne!

M. Naudet prit avec calme un canif sur son bureau, coupa la ficelle tenant le paquet qu'il défit, et il en tira une chemise, une chemise d'homme teinte, par larges places, d'un rouge vif, du sang humain tout frais, à n'en pas douter. —Oh! oh! fit le commissaire de police.

Maintenant que M. Naudet tenait dans ses mains puissantes la terrible pièce à conviction, Mme Cétambre se sentit plus rassurée. Sa loquacité habituelle reparut.

—Vers dix heures, dit-elle, est arrivé un voyageur seul dans une automobile qu'il conduisait lui-même. Il m'a demandé une bonne chambre. J'ai envoyé Virginie l'installer au no 7, au premier sur le jardin.

—Un homme pas mal dans les trente-cinq ans, parlant haut. J'aurais cru que c'était un commis-voyageur...

—Et où est-il maintenant? —Il est reparti dans sa voiture au bout d'un quart d'heure disant qu'il serait absent jusqu'au soir et recommandant que l'on ne touchât pas à la valise ni au sac de toilette qu'il avait laissés dans sa chambre.

—A qui a-t-il fait cette recommandation? —A moi, donc, répondit Virginie. —Et vous vous êtes empressée, dit malicieusement le commissaire, de n'en tenir aucun compte.

—Dame! Je suis allée là-haut pour ranger et qu'est-ce que je vois dépassant de la fermeture du sac de toilette. Un petit bout de linge rouge comme un coin de mouchoir dans lequel on aurait saigné du nez.

J'ai tiré un peu dessus. J'ai vu que c'était encore humide. Alors j'ai ouvert le sac qui n'était pas fermé à clef et j'ai trouvé cette chemise si rouge, si rouge que j'en ai eu comme les sangs tournés. Alors j'ai appelé madame qui a dit comme ça que nous devions tout de suite venir vous apporter ça.

—Pensez, monsieur le commissaire! dit Mme Cétambre, cet assassin-là est peut-être en train de faire un autre coup aux environs. Mais qui a-t-il pu tuer ce monstre-là? Sa malheureuse femme sans doute?

—En tout cas, dit M. Naudet, nous avons cette consolation que la victime n'appartient pas à notre ville où rien d'anormal ne m'est signalé. Sans doute cet automobiliste, son crime commis, s'est enfui le plus loin possible. Peut-être vient-il de Paris.

Et M. Naudet répéta avec complaisance: —Peut-être vient-il de Paris? Ça n'aurait rien d'étonnant. Il n'en commet des crimes à Paris, s'écria Mme Cétambre.

—Cet homme n'avait pas l'apparence d'un bouclier ni d'un charcutier. —Sûrement non, monsieur le commissaire. —Peut-être est-ce un chirurgien qui vient de faire une opération aux environs? —Il n'aurait pas taché sa chemise tout entière.

—C'est vrai. Il faudrait pourtant demander à M. Homet, le pharmacien,

SE RETIRE DE LA POLITIQUE



L'EX-MAIRE MARTIN BEHRMAN Dans certains milieux le bruit a couru que Martin Behrman poserait sa candidature pour maire à la prochaine élection mais l'ancien maire vient de déclarer formellement qu'il se retirait de la politique.

qu'il voulait bien faire une petite annonce pour que nous soyons sûrs que c'est bien du sang humain qui a taché ce linge.

—Et pendant ce temps le bandit s'échappera. —C'est vrai, madame Cétambre, vous avez raison. Il faut procéder rapidement.

A ce moment précis, sur la place de la Mairie, retentit une trompe d'automobile. L'instant d'après, on entendit le roulement de la voiture qui sembla s'arrêter devant la mairie.

Un même soupçon fit précipiter à la fenêtre Mme Cétambre et Virginie. —C'est lui! s'écrièrent-elles à la fois.

Et toutes tremblantes, elles se tournèrent vers le commissaire qui s'était levé un peu ému.

—Diab!e, viendrait-il ici? Ce serait un gaillard audacieux et dangereux. Après un coup frappé, la tête de Minorin se montra dans l'entrebaïlement de la porte.

—C'est un particulier qui voudrait parler à monsieur le commissaire. —Un moment, Minorin, répondit M. Naudet. Il ne faut pas que cet homme vous trouve ici, mesdames. Passez par cette petite porte. Au bout du couloir, vous arriverez dans la salle des fêtes, dont vous connaissez la sortie principale. Retournez à votre hôtel et attendez un coup de téléphone.

Les deux femmes ainsi expédiées, M. Naudet se retourna vers Minorin qui attendait toujours. —Qui avez-vous là, comme agents? —Renaudet et Duclou.

—Bien. Prévenez-les de se tenir prêts à entrer à mon moindre cri. Nous avons peut-être affaire à un malfaiteur dangereux.

M. Naudet mit un pardessus pendu sur sa chaise, se pencha vers la porte et ouvrit son tiroir de droite dans lequel était son 'crowning' si dit. —Faites entrer.

L'instant d'après, un jeune homme de bonnes manières, vêtu d'un complet gris de touriste, était devant M. Naudet et lui disait: —Pardonnez-moi, monsieur le commissaire, de vous déranger pour si peu de chose; mais la poste est fermée. Il n'y a personne à la gare.

Vous êtes, maintenant que midi a sonné depuis un quart d'heure, le seul fonctionnaire qui soit à son poste à Châteaubrun. Je viens tout bonnement vous demander quel est le chemin le plus direct pour aller au château de Croix-Saint-Rémy.

—Chez le comte de Saint-Rémy. Que lui voulez-vous? —Ceci permettez-moi de vous le dire, monsieur le commissaire, me concerne seul.

M. Naudet, en matière de police judiciaire, était partisan des coups de théâtre. Il fit assaïr son visiteur surpris et, étant brusquement le pardessus qui cachait la chemise sanglante, s'écria: —Connaissez-vous ceci?

Le coup de théâtre eut un effet tout différent de celui qu'attendait M. Naudet. Le visiteur éclata d'un rire inextinguible. —Ah! ah! ma chemise! C'est ma chemise! Ah! ah! Mais c'est mon voyageur qui s'est vidé dans mon sac de voyage. Sentez, monsieur le commissaire, comme cela sent l'eau de Cologne.

M. Naudet dut constater que la chemise sentait l'eau de Cologne, en effet. —Et, continua le voyageur hilare, comme mon sac de voyage est doublé de cuir rouge, ce cuir une fois mouillé à déteint.

Repris d'un fou rire, le jeune homme s'interrompit. Il en avait les larmes aux yeux. —Pierre Soulaire.

POUR EMPÊCHER LE LAIT DE TOUTNER. Ajouter un gramme de bicarbonate de soude par litre de lait, empêche celui-ci de tourner.

—Peut-être vient-il de Paris? Ça n'aurait rien d'étonnant. Il n'en commet des crimes à Paris, s'écria Mme Cétambre.

—Cet homme n'avait pas l'apparence d'un bouclier ni d'un charcutier. —Sûrement non, monsieur le commissaire. —Peut-être est-ce un chirurgien qui vient de faire une opération aux environs? —Il n'aurait pas taché sa chemise tout entière.

—C'est vrai. Il faudrait pourtant demander à M. Homet, le pharmacien,

NECROLOGIE

BOURGOIS—Mme Veuve A. Livalin Bourgeois, née Anais Schaxnayder, est morte dimanche le 17 septembre. Elle résidait à Convent, Lne et était âgée de 69 ans. L'enterrement a eu lieu à Convent le 18 septembre.

CHATILLON—Mme Augustin Chatillon, née Deliz Lyons, est décédée samedi le 16 septembre. L'enterrement a eu lieu le 17 septembre à Home Place, Lne.

LANDRY—M. Jacques Landry, est mort vendredi le 15 septembre. Il était natif de la paroisse St Jacques et âgé de 60 ans. L'enterrement a eu lieu au cimetière St. Louis à la Nouvelle-Orléans.

MANUEL—Mme Albert Manuel, née Blanche Jaubert, native de la Nouvelle-Orléans est décédée le 13 septembre à Philadelphie. Elle était âgée de 63 ans et 6 mois. L'enterrement a eu lieu à la Nouvelle-Orléans, le 16 courant, au cimetière de la Metairie.

PIGNET—M. Joseph Pignet est décédé le samedi 16 septembre. Il était âgé de 71 ans et était natif de France. Il résidait à la Nouvelle-Orléans depuis plus de cinquante ans. L'enterrement a eu lieu dimanche dernier au cimetière St. Vincent de Paul.

QUENOUILLE—Le Révérend Père J. Quenuiller, curé de l'église St. Mary Panella de Raceland, Lne, est décédé le 14 septembre 1922. L'enterrement a eu lieu au cimetière de Raceland.

LE MORT VIVANT M. Pierre Lesmelein, 50 ans, employé de chemin de fer, demeurant à Paris, eut, ces jours derniers, la triste mésaventure d'être inscrit sur le registre des décès à la mairie du 17e arrondissement. Ajoutons tout de suite que, pour avoir été ainsi supprimé de la liste des vivants, il ne s'en porte pas plus mal à l'heure actuelle.

Il était, en effet, seulement en état de catalepsie lorsque la gérante de son hôtel crut qu'il avait passé de vie à trépas. Celle-ci, soigneusement, ferma la chambre à clef. Avant-elle perça que la mort ne se sauvait? Puis, sans perdre de temps, elle se rendit faire la déclaration à la mairie et s'occupa des formalités d'usage.

Mais quelle ne fut pas son épouvante, craque, de retour, elle entendit du bruit dans la chambre... mortuaire! Plus morte que vive (c'était bien son tour!), elle y pénétra avec sa bonne. Et que vit-elle? M. Lesmelein, assis sur son lit, qui, tranquillement, lui demanda: —Pourquoi m'avez-vous enfermé à clef?

Lorsqu'il apprit que bientôt le médecin de l'état civil viendrait constater son décès, M. Lesmelein voulut éviter à tout prix cette visite plutôt désagréable. Il courut à la mairie déclarer qu'il était bien vivant et pria qu'on le resuscitât sur les registres.

C'est maintenant chose faite. Les mots ne sont que ce qu'on les fait. Le mot païen vient de paganus mot latin signifiant paysan.

FAIBLE, NERVEUSE, SANS COURAGE Une Dame de la Louisiane dit qu'Elle n'a 'Jamais Rien Trouvé de Meilleur que le Cardui pour une Personne Épuisée.'

Morgan City, Lne.—'C'est difficile à moi de dire tout le bien que j'ai obtenu par l'usage du Cardui,' dit Mme I. G. Bowman, du No. 1219 rue Front, de cette ville.

'J'étais tellement épuisée que je ne pouvais plus rien faire. 'J'étais mince. 'Je n'avais pas d'appétit. 'Je ne pouvais pas me reposer et bien dormir. 'J'étais si faible et si nerveuse que je ne prenais plaisir à rien. 'Je souffrais beaucoup, mais le pire de mes tracas était ma faiblesse et de devenir si vite fatiguée et découragée.'

'Cette condition nerveuse était pire que mes souffrances. 'Quel'un un me parla de Cardui, et me décidai à m'en servir. 'Après m'en être servi de quelques bouteilles j'ai repris mes forces. Je n'étais plus si nerveuse et commençait à manger et à dormir et à devenir forte, et bientôt rétablie. 'Je n'ai jamais rien trouvé d'aussi bon pour une personne épuisée. 'Si vous souffrez comme cette dame de la Louisiane, il est raisonnable de supposer que vous aussi souffrez le Cardui bien utile dans votre cas. Prenez Cardui, le tonique des femmes. Achetez une bouteille chez votre pharmacien aujourd'hui.—Adv.

CUNARD Les plus rapides et plus sûres paquebots du monde... POUR LA FRANCE, VIA CHERBOURG EN 4 JOURS

Pharmacies Françaises Martial B. Casteix, Propriétaire Ordonnances de médecins soigneusement composées 4 Grands pharmacies Aux coins des rues